



Paris, le 31 mars 2016

Je me félicite de la décision du Président de la République

En renonçant à modifier notre Constitution pour rendre possible la déchéance de nationalité, le président de la République met fin à quatre mois d'une inutile controverse nationale.

Dans ce moment pourtant, tous les efforts auraient dû converger vers un seul but : l'unité nationale face à l'offensive terroriste durable. Le pays en sort divisé, et la gauche affaiblie dans ce qu'elle a de plus cher, ses valeurs.

L'impasse dans laquelle l'exécutif s'est enfermé a donné le mot de la fin à l'opposition, à ses fractions et à ses calculs.

Négligeant nos alertes, sourd aux rappels du principe d'égalité venus de partout, le président a tenté d'imposer des dispositions dont il avait lui-même jusqu'ici dénoncé sans appel le caractère contraire aux principes républicains.

De l'avis général, inscrire dans la Constitution la déchéance de nationalité n'aurait eu aucune efficacité concrète face au terrorisme. Comme message symbolique, elle a blessé le sentiment national de millions de nos concitoyens. Hélas, le mal est fait.

Ce qu'attend le pays, c'est l'action quotidienne et efficace, en France et en Europe, contre une menace dont nous savons la gravité !

Ce qu'attend notre pays, c'est aussi une volonté de réussir l'égalité, de lutter efficacement contre le chômage de masse, et de trouver la force collective pour faire vivre notre République.